



## **Comité Technique de Réseau du 2 décembre 2016 :**

**Direction générale et directions locales même combat :**

**Détruire les emplois, purger les missions et les droits !**

Pour le Comité Technique de Réseau du 2 décembre 2016 et dans la suite des actions menées à partir du 15 novembre 2016, l'intersyndicale nationale CGT-Solidaires-FO avait fait nommer comme experts les secrétaires de syndicats des départements du Nord, du Gard, des Pyrénées Orientales et des Hautes-Pyrénées.

Si le format du CTR est un exercice de fait peu favorable à un réel débat avec la Direction Générale, le Directeur Général ayant pour habitude d'écarter d'un revers de main les revendications des délégations nationales, la présence de représentants de départements a permis de bousculer le formalisme et d'interpeller directement Bruno Parent sur sa responsabilité en tant que directeur général.

Ce fut donc pour nous l'occasion de parler directement au directeur général des problématiques de notre département.

En effet, confrontés à des directions locales qui passent leur temps à nous dire qu'elles font remonter telles des liftiers d'ascenseurs et à ne rien voire redescendre nous avons estimé que l'interpellation directe valait mieux que tous les intermédiaires, à fortiori lorsque ceux-ci ne trouvent rien de mieux à faire que de menacer de sanctions administratives ou pénales des agents grévistes le 16 novembre.

**Dans un premier temps nous avons déposé une motion commune avant d'insister sur le quotidien des services et des agents du département. Nous sommes revenus sur les vacances d'emplois par services, l'absence totale de visibilité et de transparence sur les restructurations et réorganisations programmées, le service des domaines en étant l'exemple type ainsi que sur la nécessité de faire un bilan contradictoire de la situation des services en termes de moyens et de missions.**

**Nous avons insisté sur la nécessité de maintenir un vrai service public de proximité, qui, s'il doit s'adapter et ne s'oppose en rien à l'évolution des technologies, doit rester un des fondements de l'organisation de nos territoires en continuant à placer l'humain au centre des organisations administratives.**

**Nous avons bien entendu insisté sur la profonde dégradation des conditions de travail dans les services et la perte du sens du travail que nous constatons à chaque visite de site que nous organisons.**

Sur toutes ces questions, chacun des départements nommé comme expert a apporté un éclairage et des témoignages très concrets des dégâts provoqués par la politique dogmatique de destructions d'emplois.

Les réponses du Directeur Général sur l'état catastrophique de la DGFIP et sur son avenir inquiétant ont été un grand moment. Si Bruno Parent n'a pas nié les difficultés que peuvent rencontrer les agents, il s'est dit offusqué par le fait que l'on ose parler de mépris et de défaut d'humanité à son égard et à celui de son « état-major »... **C'est injuste par rapport à tout ce qu'il fait pour nous ! Bien sur, il est conscient qu'il demande des efforts à tous, mais c'est pour le bien commun (!!!).**

En face nous avons donc eu à faire à un directeur général engoncé dans une parodie de dialogue social au formalisme désuet, se réfugiant dans son attachement républicain à la démocratie représentative pour justifier les suppressions d'emplois...

Attitude pitoyable s'il en est.

En ce qui concerne les efforts demandés à tous et à toutes depuis des années, il a été demandé au Directeur Général quels efforts fournissait-il personnellement sur sa fiche de salaire pour montrer l'exemple ?

Quant à la démocratie parlementaire, s'il est évident que c'est une chose à laquelle tout le monde est évidemment attaché, il a été rappelé à Bruno Parent que la démocratie sociale et la négociation étaient également des valeurs incontournables et historiques de la démocratie dans notre pays ! Sans cela, pas d'avancées sociales. Sans cela, pas de réelle démocratie !

Bruno Parent apparemment satisfait de lui-même a en outre complètement assumé la remise en cause progressive des règles de gestion et des droits et garanties des agents.

Pour tout le reste : **manque criant d'effectifs, entassement de restructurations (sans jamais aucun bilan), souffrance, mal-être, impossibilité d'un travail de qualité, missions bâclées, réceptions réduites pour le public, développement inquiétant du recours aux Services civiques et apprentis pour combler le manque d'effectifs, manque de visibilité, difficulté de pouvoir avoir un projet de vie dans certains départements liée aux fermetures de services et de sites... BRUNO PARENT, à l'image des DIRECTEURS LOCAUX a fait preuve de la plus grande lâcheté en refusant d'assumer ses responsabilités et en se faisant le chantre du fonctionnaire docile et servile.**

Nous avons également mis en garde le Directeur Général : continuer à ne pas prendre en compte les aspirations bien légitimes des personnels et refuser l'ouverture de réelles négociations, tout cela conduit à un très grand écœurement chez les agents et ouvre la porte à tous les populismes.

Une chose est sûre, nous ne pouvons compter en aucun cas sur nos cadres dirigeants pour défendre la DGFIP, ses missions et ses agents.

Comme nous l'avons dit lors des visites de sites préalables à la grève des 15-16-17 novembre 2016, ce n'est que par un mouvement social d'ampleur que nous parviendrons à préserver nos missions, nos emplois et nos droits et garanties.

Les camarades des départements les plus mobilisés venus en CTR ont permis au DG de prendre toute la mesure du risque d'explosion sociale lié à la disparition de toute négociation.

**L'intersyndicale CGT-Solidaires-FO des Hautes Pyrénées continuera à tout faire pour amplifier le niveau de mobilisation, en travaillant dans la plus grande unité possible, avec un seul objectif : faire changer les choses à la DGFIP.**

**Pour finir, nous avons invité le directeur général à venir dans notre département où il serait accueilli à la hauteur des responsabilités qui sont les siennes.**